

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

**WT/BOP/R/76**

3 décembre 2004

(04-5283)

---

**Comité des restrictions appliquées à des fins  
de balance des paiements**

## **RAPPORT SUR LES CONSULTATIONS AVEC LE BANGLADESH**

1. Le Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements s'est réuni le 29 novembre 2004 pour tenir des consultations avec le Bangladesh au titre de l'article XVIII:B. Ces consultations ont eu lieu sous la présidence de M. Giulio Tonini (Italie), conformément au mandat du Comité et en application de l'article XVIII:12 b) du GATT de 1994 et du Mémorandum d'accord sur les dispositions du GATT de 1994 relatives à la balance des paiements. Le FMI était invité à y participer comme il est prévu à l'article XV:2 du GATT de 1994.

2. Le Comité disposait des documents suivants:

WT/BOP/S/13 Consultations de 2004 avec le Bangladesh – Document de base établi par le Secrétariat (16 novembre 2004)

WT/BOP/R/50 Rapport sur les consultations avec le Bangladesh (6 juin 2000)

WT/BOP/R/57 Rapport sur les consultations avec le Bangladesh (23 janvier 2001)

WT/BOP/R/60 Rapport sur les consultations avec le Bangladesh (18 mars 2002)

WT/BOP/R/64 Rapport sur les consultations avec le Bangladesh (21 novembre 2002)

WT/BOP/N/54 Notification conformément au paragraphe 9 du Mémorandum d'accord sur les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce relatives à la balance des paiements – Communication du Bangladesh (15 décembre 2000)

WT/BOP/N/62 Notification conformément au paragraphe 9 du Mémorandum d'accord sur les dispositions de l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce relatives à la balance des paiements – Communication du Bangladesh (18 février 2004)

WT/BOP/G/13 Consultations avec le Bangladesh – Document de base présenté par le Bangladesh (23 novembre 2004)

WT/BOP/W/27 Rapport (2004) du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements – Projet (23 novembre 2004)

A. EXPOSÉ INTRODUCTIF DU REPRÉSENTANT DU BANGLADESH

3. L'exposé introductif du représentant du Bangladesh est reproduit à l'Annexe I.

B. DÉCLARATION DU REPRÉSENTANT DU FMI

4. La déclaration du représentant du FMI est reproduite à l'Annexe II.

C. EXAMEN DU COMITÉ

5. Un Membre a félicité le Bangladesh pour ses résultats économiques et a pris note avec satisfaction de la réduction des droits de douane en cours. Il a noté que les exportations du Bangladesh à destination du Canada avaient doublé, passant de 2 à 4 pour cent, que les ratios d'endettement s'étaient améliorés, et que le niveau des réserves avait pu être utilement relevé. Il a reconnu les fragilités de l'économie du Bangladesh et a manifesté son soutien au plan existant concernant la situation de la balance des paiements. Un autre Membre a ajouté que le Bangladesh faisait face à des difficultés résultant de l'expiration de l'Accord sur les textiles et les vêtements, et a émis l'espoir que celle-ci n'aggraverait pas la situation mais que le Bangladesh pourrait surmonter ces graves obstacles.

D. CONCLUSIONS DU COMITÉ

6. Les Membres ont reconnu qu'en 2002, la justification que le Bangladesh avait invoquée au titre des dispositions relatives à la balance des paiements en ce qui concerne les restrictions appliquées à l'importation de poussins, d'œufs, de sel ordinaire et de cartons jusqu'en 2009 avait été acceptée. Ils se sont félicités de la suppression d'autres restrictions conformément au calendrier présenté dans le document WT/BOP/N/54, et ont déclaré attendre avec intérêt la notification du gouvernement du Bangladesh relative à l'élimination définitive des restrictions quantitatives applicables à ces produits au 1<sup>er</sup> janvier 2005. Étant entendu que le Bangladesh communiquerait un calendrier pour la suppression des restrictions restantes d'ici 2007, il a été convenu de tenir les consultations suivantes au printemps de 2007.

## ANNEXE I

### Exposé du représentant du Bangladesh

1. Le Bangladesh a notifié au Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements une liste détaillée de produits faisant l'objet de restrictions ou d'une prohibition conformément aux dispositions de l'article XVIII:B du GATT. Cette liste comportait 17 lignes tarifaires.

2. Conformément aux consultations tenues en mai 2000 dans le cadre du Comité des restrictions appliquées à des fins de balance des paiements, le Bangladesh a soumis un calendrier d'élimination des restrictions applicables à onze catégories de produits d'ici janvier 2005. Depuis ces consultations, le Bangladesh a déjà supprimé les restrictions applicables à sept catégories de produits. Les produits pour lesquels les restrictions ont été supprimées sont énumérés dans le tableau 7 du document que le gouvernement du Bangladesh a présenté pour cette réunion.

3. Cette année, tout en supprimant les restrictions applicables à des produits relevant de la ligne tarifaire 17.01, en avance sur l'échéance de 2005, nous avons maintenu certaines restrictions quantitatives applicables à une petite sous-catégorie, à savoir une variété de mélasses (que nous appelons gur alimentaire). Il s'agit d'un produit agricole dont dépendent, selon les saisons, un grand nombre de personnes dans les zones rurales. Non seulement il est une source de revenus, mais il est aussi un succédané bon marché du sucre pour les couches sociales à faible revenu. Sous leur forme brute, les mélasses sont également mélangées aux aliments pour animaux. Il s'agit d'une restriction temporaire.

4. À l'heure actuelle, le Bangladesh applique des restrictions à l'importation de neuf catégories de produits, comme indiqué au tableau 6. Pour quatre catégories de produits, à savoir les poussins, les œufs, les cartons et le sel, les restrictions ont été approuvées par l'OMC jusqu'en 2009. Il est prévu de supprimer les restrictions applicables aux cinq catégories restantes en janvier 2005.

5. Peut-être n'est-il pas inutile de dire quelques mots sur l'économie pour permettre aux Membres de comprendre les circonstances dans lesquelles s'inscrivent ces mesures. L'économie s'est considérablement ouverte au monde extérieur, en particulier depuis le début des années 90. Le ratio commerce extérieur/PIB dépasse les 30 pour cent, ce qui rend l'économie extrêmement vulnérable aux chocs extérieurs. L'accroissement des exportations (sauf en 2001-2002) s'est accompagné d'un accroissement des importations. Le déficit du commerce des marchandises n'est peut-être pas viable à long terme. Il y a deux raisons à cela: tout d'abord, les exportations de vêtements représentent plus des trois quarts des exportations totales; en second lieu, les envois de fonds de Bangladais qui travaillent temporairement à l'étranger financent plus de 3 milliards de dollars d'importations. Ces deux domaines peuvent subir d'importantes fluctuations, qui dépendent de facteurs sur lesquels nous n'avons pas prise.

6. Pour ce qui est des exportations de vêtements qui, comme je viens de le dire, représentent plus des trois quarts de nos recettes d'exportation, la suppression progressive du système de contingentement, à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2005, aura probablement une incidence considérable sur les échanges dans ce domaine. Selon les dernières prévisions, les exportations du Bangladesh de ces produits seront durement touchées. Même des estimations prudentes prévoient que la perte d'exportations nette pourrait se situer autour de 750 millions de dollars. Les conséquences sur l'économie devraient être considérables. Au cours des deux dernières années, nous avons eu un avant-goût de ce qui risque de se produire après que les contingents appliqués à certains produits ont été supprimés sur le marché des États-Unis. Nos exportations vers ce marché ont chuté. Il est impossible à une économie comme celle du Bangladesh d'amortir les conséquences de tels chocs.

Leurs effets se feront sentir dans tous les secteurs de l'économie. Des difficultés se profilent, notamment en ce qui concerne le commerce extérieur.

7. L'économie est aussi mise à mal par les inondations et les autres catastrophes. Une grave inondation a eu lieu cette année, qui s'est traduite par de lourdes pertes. Une grande partie des dépenses publiques qui auraient normalement dû être destinées au développement ont dû être réaffectées aux secours et à la réinsertion des victimes. En outre, les réparations des infrastructures endommagées par les inondations grèveront lourdement l'économie. Indépendamment des dévastations et des besoins de réinsertion, ces chocs réduisent la marge de manœuvre dont disposent les autorités.

8. En conclusion, Monsieur le Président, les autorités du Bangladesh seront contraintes de prendre ces circonstances en considération, et d'autres encore, lorsqu'elles examineront à l'avenir le régime du commerce extérieur. Pour l'heure, j'espère que les engagements que nous avons pris seront maintenus.

## ANNEXE II

### Déclaration du représentant du FMI

#### **Conditions générales**

1. Le gouvernement a accompli d'importants progrès dans la mise en œuvre de la stratégie de réforme adoptée en juin 2003 visant à engager le Bangladesh sur la voie d'une croissance plus forte et d'une réduction plus rapide de la pauvreté. Cette stratégie, qui est soutenue par un arrangement conclu pour trois ans au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance (FRPC), est exposée en détail dans le Cadre stratégique provisoire de lutte contre la pauvreté (I-PRSP) élaboré par les autorités.
2. La reprise économique au Bangladesh dans le cadre du programme soutenu par la FRPC est générale. Le PIB réel a augmenté de 5,5 pour cent au cours de l'exercice 2004 (qui s'est terminé en juin), tandis que la production industrielle s'est accrue de 12 pour cent à la faveur d'une expansion vigoureuse dans le secteur de la construction, le secteur manufacturier et dans celui des services, ainsi que d'une solide reprise des exportations. L'inflation reste sous contrôle, à 5,8 pour cent au cours de l'exercice 2004. Cependant, les inondations survenues en juillet ont eu un effet dévastateur sur l'économie, notamment les dommages causés aux cultures, à l'habitat et aux infrastructures. Le gouvernement s'efforce sans relâche de réaffecter des ressources intérieures à l'aide agricole d'urgence et à la reconstruction de logements et des infrastructures, et de rétablir la fourniture d'eau et d'électricité ainsi que d'autres services de base dans les zones touchées.
3. La situation des paiements extérieurs du Bangladesh reste solide. L'accroissement des exportations, plus robuste que prévu, a été stimulé essentiellement par le secteur des vêtements de confection et celui des aliments congelés. L'accroissement des importations est, lui aussi, resté vigoureux. Conjugué à des transferts de fonds continus et importants, le compte des opérations courantes était globalement équilibré au cours de l'exercice 2004. Dans l'ensemble, les réserves officielles brutes sont passées à 3,1 milliards de dollars des EU à la fin de septembre 2004, ce qui représente 2,8 mois d'importations (contre 2,5 milliards de dollars à la fin de juin 2003). Cette augmentation s'est accompagnée d'une amélioration de la compétitivité extérieure due à une légère dépréciation du taux de change effectif réel par rapport à l'exercice 2003.
4. Dans l'ensemble, la gestion macro-économique est en bonne voie. Le déficit budgétaire global était limité à 3,25 pour cent du PIB au cours de l'exercice 2004. Les dépenses totales étaient inférieures à celles inscrites au budget en raison d'une réduction des dépenses de fonctionnement et de développement. Cependant, la perception des recettes fiscales par l'Office national des recettes est en-deçà de l'objectif budgétaire, ce qui témoigne d'une faiblesse résiduelle de l'administration fiscale et d'un défaut de mise en œuvre des mesures de perception. L'orientation suivie en matière de politique monétaire a été prudente et reste favorable à la croissance, la masse monétaire au sens large s'étant accrue de 14 pour cent au cours de l'année fiscale 2004, tandis que le crédit au secteur privé a progressé de 12 pour cent. Pour contenir les risques inflationnistes découlant de l'augmentation du prix des aliments importés, les autorités ont entrepris des actions concertées pour éponger l'excès de liquidité.
5. Des progrès satisfaisants ont également été enregistrés dans le domaine des réformes structurelles, particulièrement en ce qui concerne l'administration fiscale et le renforcement de la gestion des banques commerciales nationalisées. Cependant, il y a lieu de poursuivre ces efforts pour que les améliorations apportées dans l'administration fiscale débouchent sur des recettes. En outre, il est indispensable, dans un souci de croissance durable à long terme, de se tenir à un calendrier de

réforme des banques commerciales nationalisées pour mettre en œuvre les stratégies de résolution adaptées à chaque banque.

6. Pour obtenir une croissance plus rapide et durable, nécessaire pour réduire la pauvreté, il y a lieu de mettre en œuvre une politique soutenue et des réformes structurelles énergiques pour venir à bout des problèmes de gouvernance. Il faudra renforcer la confiance des investisseurs par des actions concertées visant à améliorer l'ordre public, et développer et mettre en œuvre une stratégie de lutte contre la corruption. Dans l'intervalle, il importera de consolider le consensus politique sur les réformes et de s'attaquer aux problèmes de capacité.

### **Perspectives**

7. Pour ce qui est de l'avenir, le Bangladesh doit faire face à d'importantes difficultés résultant de l'élimination progressive des contingents prévus par l'Accord multifibres (AMF)<sup>1</sup> à la fin de 2004. Sur le plan positif, les exportations de vêtements de confection se sont accrues plus vite que prévu à ce jour, et certains signes portent à croire que ce secteur bénéficie d'investissements nouveaux malgré les menaces que fait peser la situation de l'après AMF. Par ailleurs, le Bangladesh devrait être en mesure de conserver une partie de sa compétitivité dans l'Union européenne et sur le marché canadien, où il continuera de bénéficier de l'accès en franchise de droits, ainsi qu'un certain avantage compétitif dans le segment du marché mondial du vêtement à haut volume et à faible marge. Du côté négatif, toutefois, face à une concurrence accrue, le Bangladesh devra probablement faire face à des pressions sur les prix et perdre une part importante de marché aux États-Unis, et continuera sans doute à se heurter à des difficultés pour financer et mettre en œuvre la modernisation de son infrastructure, clé de voûte de sa compétitivité.

8. Dans la perspective du choc imminent de la suppression des contingents AMF, les autorités s'emploient à renforcer la compétitivité du Bangladesh, y compris en supprimant des distorsions dans le régime commercial qui entravent les exportations. À partir de l'exercice 2005, une réduction notable du niveau et de la dispersion des droits de douane et des droits supplémentaires dans le cadre du programme FRPC doit permettre de réduire l'incidence des droits. En outre, le nombre de produits soumis à des restrictions quantitatives a été réduit de moitié à compter d'avril 2004. Le nombre d'étapes réglementaires applicables à l'importation et à l'exportation de vêtements de confection a également été réduit, et des mesures sont mises en place pour améliorer l'exploitation portuaire, ce qui réduira le délai de traitement des commandes. Dans l'intervalle, le Bangladesh demande un accès en franchise de droits au marché des États-Unis pour les exportations de vêtements de confection, de même que les autres PMA exposés à des pressions similaires du fait de la suppression des contingents.

9. Même si le contrechoc du choc de la suppression des contingents AMF se fera sentir ces prochaines années, le compte courant devrait rester gérable. L'effet le plus important, un recul prévu des exportations totales de 2,5 pour cent, devrait se produire pendant la seconde moitié de l'exercice 2005 et au cours de l'exercice 2006, et devrait être suivi d'une reprise progressive débouchant sur une croissance de 5 pour cent environ au cours de l'exercice 2008. Les exportations de vêtements de confection ayant une teneur élevée en produits importés, l'incidence sur le compte courant devrait être quelque peu amortie, tandis que les réserves officielles brutes devraient normalement demeurer autour de trois mois d'importations. Pour aider le Bangladesh à mieux supporter la suppression progressive des contingents AMF, le Conseil du FMI a décidé en juillet 2004 d'augmenter l'accès (de 10 pour cent des contingents) au titre de l'arrangement FRPC, conformément au Mécanisme d'intégration commerciale (MIC).

---

<sup>1</sup> L'AMF a été remplacé par l'Accord sur les textiles et les vêtements (ATV) de l'OMC en 1995, qui prévoit un processus de transition pour la suppression définitive de ces contingents.